

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**portant modification des conditions d'exploitation de l'usine**  
**de la société KALISTRUT AEROPSACE située à SAINT VALLIER**

**La préfète de la Drôme**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement et notamment l'article R.181-45 ;

**VU** la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'annexe VI du règlement CLP ;

**VU** la rubrique 4130 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** la définition d'une installation de combustion reprise dans l'annexe I de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 07-0903 du 2 mars 2007, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2013298-0028 du 25 octobre 2013, n° 2016265-001 du 20 septembre 2016 et par l'arrêté préfectoral du 6 août 2020 autorisant la société KALISTRUT AEROSPACE à exploiter une activité de traitement de surface et de travail mécanique des métaux et le stockage et l'emploi de produits très toxiques en vue de la fabrication de bielles métalliques et d'équipements destinés à l'aéronautique sur la commune de SAINT VALLIER (26240) ;

**VU** le courrier du 15 février 2021, présentée par la société KALISTRUT AEROSPACE, relatif à la demande de bénéfice du droit d'antériorité pour la rubrique 4130-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter du 23 novembre 2022, (remplacement de trois chaudières) présenté par la société KALISTRUT AEROSPACE ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 5 janvier 2023 ;

**VU** le projet d'arrêté complémentaire transmis le 6 janvier 2023 à l'exploitant ;

**VU** les réponses de l'exploitant en date du 17 janvier 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que, suite à la demande de l'exploitant du 15 février 2021 et à son porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter du 23 novembre 2022, il convient de mettre à jour la situation administrative de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** que les dispositions de l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 et les dispositions de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 étaient déjà applicables à l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il n'y a aucune prescription additionnelle ;

**SUR** proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme,

## ARRÊTE

### Article 1 :

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 6 août 2020 portant sur l'exploitation de l'usine de fabrication de bielles située au 1 avenue Marc Seguin à SAINT VALLIER (26240) et exploitée par KALISTRUT AEROSPACE est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et volume autorisé
4110-2-a avec bénéfice de l'antériorité	A	Substances et mélanges de toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition à l'exclusion de l'uranium et de ses composés : 2- la quantité totale de substances et mélanges liquides susceptibles d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 250 kg	3 700 kg répartis en : - cuves de traitement de surface pour le cadmiage : 500 kg - déchets de cyanures en conteneurs ANISA : 3 200 kg
2560-1	E	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b, la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes concourant simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1- supérieure à 1 000 kW	Puissance des machines installées : 3 500 kW
2564-1-a	E	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670, 1- hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) supérieur à 1 500 L	2 machines utilisant du tétrachloroéthylène et ayant des cuves d'un volume total de 3 030 L
2565-1-a	E	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 :	1 bac de traitement de surface contenant du cadmium, de 492 L
2565-2-a	E	1- lorsqu'il y a mise en œuvre : a) de cadmium 2- procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) supérieur à 1 500 L	Ligne de traitement composée de bacs de traitement d'un volume total de 4 829 L
1978-4 avec bénéfice de l'antériorité	D	Installations et activités utilisant des solvants organiques pour : Nettoyage de surface à l'aide de composés organiques volatils à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de composés organiques volatils halogénés à mentions de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/ CEE et 1999/45/ CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 1 t/ an	Consommation annuelle de Dowper MC dans la dégraisseuse Hockh de 4 200 kg
1978-5 avec bénéfice de l'antériorité	D	Autres nettoyages de surfaces, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 2 t/an	Consommation annuelle de solvants pour le nettoyage de surfaces : 4 000 kg/an 40
2561	DC	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	1 four de trempe, 6 fours de recuit et 1 étuve

2563-2	DC	Nettoyage – dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface, la quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2- supérieure à 500 L, mais inférieure ou égale à 7 500 L	Une machine de dégraissage lessiviel (1 062 L) et 3 fontaines de dégraissage lessiviel (80 L chacune) soit 1 302 L
2575	D	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565, la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Machines dont la puissance totale est de 20,8 kW
2910-A-2 avec bénéfice de l'antériorité	DC	Combustion lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 1MW mais inférieure à 20 MW	Chaudières fonctionnant au gaz d'une puissance totale de 2,580 MW (2 installations distinctes de 1080 kW et 1500 kW)
2940-2-b	DC	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile, ...), 2- lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, ...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.	75 kg/j
4120-2-b avec bénéfice de l'antériorité	D	Substances et mélanges de toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition : 2- substances et mélanges liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	6,5 t environ réparties en : - cuve de décapage cadmiage (250 kg) - cuve réactivation fixateur cadmiage (170 kg) - déchets liquides d'acide chromique (6 080 kg)
4130-2-b avec bénéfice de l'antériorité	D	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation : La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Acide nitrique en concentration inférieure ou égale à 70 % : 7,2 tonnes
1185-2-a avec bénéfice de l'antériorité	DC	Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009. 2- emploi dans des équipements clos en exploitation a- équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Climatisations : 450 kg

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)\*\*

(\*\*) En application de l'article R.512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

## **Article 2 : Délais et Voies de Recours**

- Recours gracieux ou hiérarchique :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2° ci-après.

- – Recours contentieux :

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction, elle peut faire l'objet d'un recours contentieux par courrier ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – BP 1135 – 38 022 GRENOBLE Cedex 1)

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie de SAINT VALLIER dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **Article 3 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de SAINT VALLIER et peut y être consultée ; un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire à la DDPP de la Drôme.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 4 : Exécution**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, monsieur le maire de SAINT VALLIER et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement AUVERGNE-RHONE-ALPES chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **23 JAN. 2023**

La préfète,

  
Pour la préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale  
**Marie ARGOUARC'H**